

Proceedings e report

61

Politiques pour la coopération régionale dans le domaine de l'éducation tout au long de la vie : construire une vaste stratégie pour la prochaine période de planification européenne. – Firenze : Firenze University Press, 2010.
(Proceedings e report ; 61)

<http://digital.casalini.it/9788884536778>

ISBN 978-88-8453-672-3 (print)

ISBN 978-88-8453-677-8 (online)

Traduit en français par Milena Fontana.

Relecture réalisée par Flavia Buiarelli.

Ce projet a été financé avec le support de la Commission européenne.

Cette publication reflète les opinions de l'auteur uniquement. La Commission ne peut pas être considérée comme étant responsable de l'utilisation de l'information contenue dans ce document

Precol-Agreement n. LLP-2008-11294-KA1NLLS

© 2010 Firenze University Press

Università degli Studi di Firenze
Firenze University Press
Borgo Albizi, 28, 50122 Firenze, Italy
<http://www.fupress.com/>

Printed in Italy

Politiques pour la coopération régionale dans le domaine de l'éducation tout au long de la vie

Construire une vaste stratégie pour la prochaine période de planification européenne

Paolo Federighi,

(Editeur et Directeur Scientifique de l'étude - Università degli Studi di Firenze)

Xavier Farriols, Jordi Blanch, Jordi Moral, Sem Santos,

Generalitat de Catalunya

Francisco Castillo García et Ángeles Gabella Barro,

Junta de Andalucía

Elio Satti et Stefania Cecchi,

Regione Toscana

Pat McCarthy,

Welsh Assembly Government

Anna Hansen,

Conseil de Comté du Jämtland

Richard Spear,

NIACE Dysgu Cymru

Paolo Nanni,

Provincia di Livorno Sviluppo Srl

Francesca Torlone,

(Co-édition - Università degli Studi di Firenze)

Firenze University Press
2010



Présentation	7
La cohésion européenne concernant les objectifs 2020 dépend des politiques adoptées au niveau régional et de la nature des objets communs	8
Des stratégies régionales complètes	14
Des stratégies régionales cohérentes	22
Les outils de soutien	25
La coopération européenne	26
LE PLAN D'ACTION POUR 2010-2011	31

Présentation

Pour le Comité des Régions toute réforme communautaire stratégique importante doit être accompagnée par un plan territorial d'action et doit donc être fondée sur une gouvernance à plusieurs niveaux, par exemple sur une action coordonnée de l'Union, des Etats Membres et des entités régionales et locales sur base de partenariats et doit viser à définir et à mettre en place les politiques de l'UE. Voilà pourquoi Earllall et les Gouvernements qui en font partie s'engagent à rédiger ce Document d'orientation, qui se propose d'identifier la contribution que les Régions peuvent donner à la mise en place de la stratégie européenne dans la demande de l'éducation et formation dans la perspective 2020.

Les documents sur les conclusions de la Stratégie de Lisbonne, publiés par la Commission le 21 février 2010 poursuivent le même but. La Commission, par ailleurs, reconnaît que la Stratégie de Lisbonne ne disposait pas des instruments nécessaires pour faire face à certaines des causes de la crise. Ainsi, entre engagements et actions concrètes, il y a un clivage en termes de réalisations concrètes et cela montre comment l'implication des partenaires régionaux, locaux et sociaux a été moindre par rapport à ce qui aurait dû être ; même si dans les secteurs intéressés par la Stratégie de Lisbonne les acteurs régionaux et locaux ont souvent eu des compétences politiques importantes ainsi que des ressources considérables. La réponse des 120 Gouvernements Régionaux à la consultation sur l'Europe 2020 a donné des indications précises sur certaines décisions à prendre en la matière : il s'agit de " renforcer le rôle des autorités régionales et locales dans la stratégie, afin de garantir un partenariat total et équitable entre les différents niveaux de gouvernements, i.e. gouvernance à plusieurs niveaux ". Dans le domaine de l'éducation tout au long de la vie, plusieurs autorités régionales et locales demandent des compétences importantes car elles sont des sujets institutionnels pouvant jouer un rôle significatif dans la création de réformes in loco. Il en va de même pour les politiques de l'éducation et de l'innovation, les infrastructures, le marché du travail, l'inclusion sociale, l'environnement, les services de haute qualité et la politique ICT.

Une analyse des politiques régionales décrites dans la première partie de ce document montre que les Gouvernements régionaux ont joué un rôle essentiel en matière de :

- Qualifier l'offre de compétences
- Réformer et qualifier les systèmes de formation
- Préparer ces devoirs à travers la gouvernance qui implique l'engagement de tous les acteurs publics et privés.

Afin de renforcer le rôle des Gouvernements Régionaux, Earllall a rédigé un plan d'action visant à renforcer les opportunités de coopération interrégionale

- Renforcer le dialogue avec les institutions européennes sur la formation continue ;
- Agir en priorité pour :
 - a. Créer des instruments européens qui encouragent la mobilité entre régions pour des finalités liées aux études et au travail ;
 - b. Augmenter la qualité de notre éducation et systèmes de formation ;
 - c. Prendre comme priorité commune la réduction du nombre de personnes peu qualifiées : 77 millions est une quantité insoutenable ;
 - d. Encourager le développement des entreprises ;
 - e. Ouvrir des formes d'apprentissage réciproque en mettant en place des stratégies régionales de formation tout au long de la vie.

These are the ideas that inspire the actions that Earllall will initiate over the next two years thanks to the direct commitment of the member regional governments.

Gianfranco Simoncini - Président de Earllall

La cohésion européenne concernant les objectifs 2020 dépend des politiques adoptées au niveau régional et de la nature des objets communs.

1

1. La mise en place des stratégies dans le domaine de l'éducation tout au long de la vie reste un défi pour tous les Etats Membres et Régions européennes.

Les différences entre Etats Membres quand en termes de satisfaction des critères de références européennes sont encore plus prononcées si on considère les avancements au niveau régional. Les données montrent comment les différences régionales coexistent au sein des Etats Membres, caractérisés par des tendances opposées, ce qui rend les différences encore plus prononcées. Encore plus problématique est la difficulté de comparer les résultats régionaux dans les différents pays.



Tab. 1 – Critères de Référence Education tout au long de la vie : Distances importantes entre les Régions (Nuts) par Pays

Pays	Région avec plus grande performance		Région avec basse performance	
AT	Wien	15,1	Burgenland	10,8
BE	Région de Bruxelles-Capitale / Brussels Hoofdstedelijk Gewest	10,4	Hainaut	3,7
BG	Yugozapaden	2,7	Yuzhen tsentralen	0,7
CH	Zürich	29,6	Ticino	24,2
CY	Kypros / Kibris	8,4	-----	---
CZ	Praha	9,7	Moravskoslezsko	4,3
DE	Berlin	10,7	Chemnitz	5,7
DK	Hovedstaden	33,2	Nordjylland	26,4
EE	Eesti	7	-----	---
ES	Comunidad Foral de Navarra	13,3	Cantabria	7,6
FI	Etelä-Suomi	24,9	Åland	20
FR	Bretagne	9,2	Poitou-Charentes	5,9
GR	Attiki and Kentriki Makedonia	2,7	Peloponnisos	1
HR	Sjeverozapadna Hrvatska	3	Jadranska Hrvatska	1,8
HU	Közép-Magyarország	5,4	Nyugat-Dunántúl	2,5
IE	Southern and Eastern	8,1	Border, Midland and Western	6,2
IS	Island	27	-----	---
IT	Provincia Autonoma Trento	9,6	Sicilia	4,9
LT	Lietuva	5,3	-----	---
LU	Luxembourg (Grand-Duché)	7	-----	---
LV	Latvija	7,1	-----	---
MT	Malta	6	-----	---
NL	Groningen	18,7	Zeeland	14,6
NO	Oslo og Akershus	21,2	Hedmark og Oppland	15,2
PL	Mazowieckie	8,3	Łódzkie	3,5
PT	Centro	5,6	Alentejo	3,5
RO	București – Ilfov	1,7	Sud-Est/Sud – Muntenia/Sud-Vest Oltenia	1,1
SE	Småland med öarna	34	Sydsverige	29,8
SL	Zahodna Slovenija	16,2	Vzhodna Slovenija	13,3
SK	Bratislavský kraj	12,7	Východné Slovensko	1,8
TR	Antalya	2,6	Manisa	0,7
UK	Inner London	26,2	Northern Ireland	10,4

Source : Annuaire regional Eurostat (2009), Statistiques annexées.

Ce tableau montre que la création d'un cadre de référence stratégique européen et national doit être suivi par le démarrage, la programmation et la mise en place de politiques au niveau régional. Le manque d'avancement au niveau régional met en péril la cohésion européenne. Seul un avancement sur une base large vers les objectifs européens évitera le risque que les objectifs européens soient rejoints avec un plus grand déséquilibre entre régions.

Le niveau régional et local est un des niveaux les plus adéquats pour comprendre les résultats des efforts en cours et pour construire des solutions adéquates.

Cela parce que, à part les différences institutionnelles, les gouvernements régionaux ont souvent des pouvoirs légaux et un programme de contrôle. De surcroît, avec les autorités provinciales et municipales, les gouvernements régionaux rendent disponibles et gèrent des éléments considérables des ressources financières et matérielles nécessaires pour fournir une éducation tout au long de la vie efficace.



La forme de l'Etat est divisée en trois types :

1. Etats fédéraux

" Pratiquement il n'est pas facile de distinguer les compétences ".

2. Etats régionalisés

" Certains régions ont un pouvoir législative, d'autres sont limitées à l'administration ". Espagne : *La véritable organisation du modèle politique espagnol donne aux dix-sept régions autonomes en Espagne des compétences autonomes dans le domaine de l'éducation*. Les responsabilités en termes d'éducation ont été transférées et développées par les 17 gouvernements régionaux (Communautés autonomes). La gestion des ressources financières et humaines de tous les niveaux d'éducation publique hormis pour l'Université s'inscrit dans le cadre des responsabilités de l'Autorité régionale pour l'Education.

3. Etats unitaires

" Dans les Etats unitaires il y a uniquement des niveaux d'autogouvernements administratifs au niveau provincial et local ". Dans l'Europe du sud les gouvernements locaux étaient assujettis à un contrôle étroit des gouvernements centraux. Dans l'Europe du Nord il y avait une tradition plus forte d'autonomie locale ou d'autogouvernement.

Les 290 municipalités de Suède sont gérées suivant les dispositions législatives et réglementations nationales. La responsabilité municipale pour les écoles se base sur l'engagement suédois à l'autogouvernement et la démocratie. Parmi leurs tâches, les municipalités :

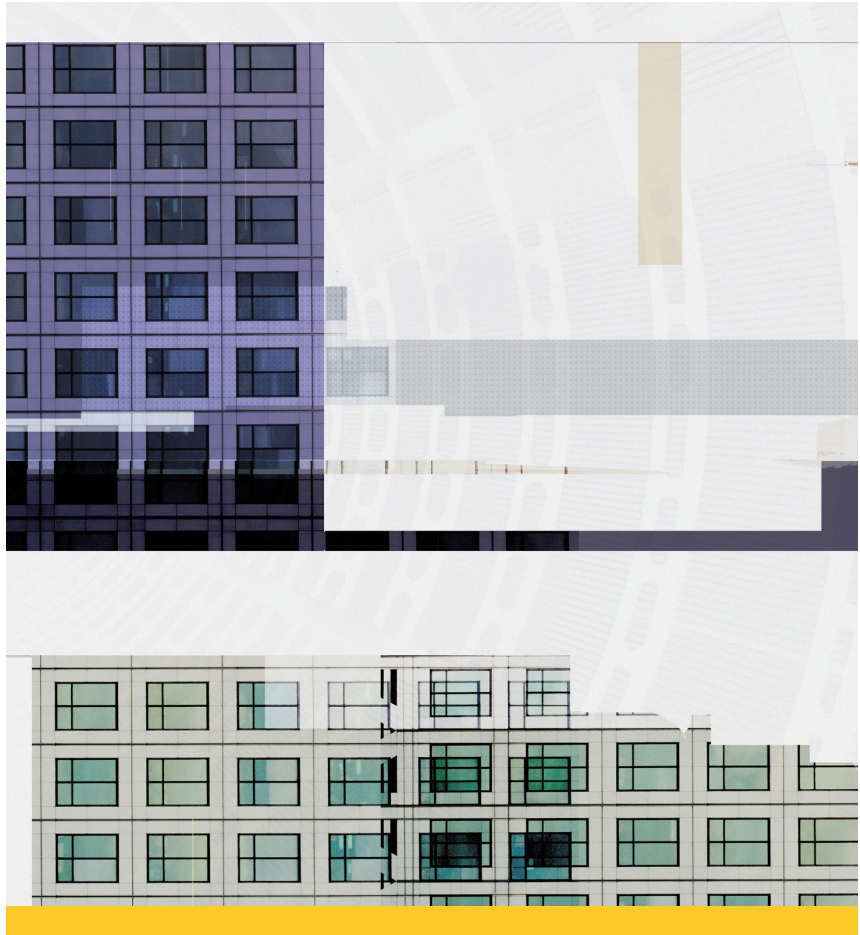
- Réalisent des activités préscolaires et de l'éducation pour les citoyens résidents.
- Fixent des objectifs et prennent des décisions sur les activités préscolaires sur d'autres types d'éducation.
- Fixent des priorités et octroient des ressources.
- Financent des écoles indépendantes pour les étudiants enregistrés dans les municipalités.
- Agissent comme employeur pour les enseignants et d'autres membres du personnel de l'école.

Source : Citations de l'Institut universitaire européen, *Etude sur la Division des pouvoirs entre Union européenne, les Etats membres et les autorités régionales et locales, 2008.*

2

2. Les Régions sont déjà engagées dans le développement de **stratégies complètes et cohérentes**. Leur étroite proximité aux défis de la croissance économique et sociale et ses acteurs principaux, encouragent les stratégies renforçant la correspondance des politiques d'éducation et formation par rapport à la demande de formation tout au long de la vie. L'expérience des gouvernements régionaux montrent que cela a déjà produit des tendances utiles à construire une stratégie concrète.

Voilà pourquoi le Comité des Régions exhorte l'Union européenne à la **gouvernance à plusieurs niveaux**, en tant que " action coordonnée de la part de l'Union européenne, les Etats membres et les autorités locales et régionales, sur base de partenariat et visant à concevoir et mettre en place des politiques de l'UE ".



Generalitat de Catalunya

En 2009 le Parlement catalan a approuvé la *Loi catalane de l'Éducation* dont les objectifs principaux sont :

- La qualité de l'éducation, qui consent d'acquérir les compétences de base et rejoindre l'excellence, dans un contexte d'équité.
- La promotion de l'entreprenariat.
- La promotion de l'éducation au-delà de l'école.
- La formation tout au long de la vie.

Regione Toscana

Les détails sur la planification intégrée dans le domaine de l'éducation, instruction, orientation, formation professionnelle et travail sont fournis par l'organisation politique du gouvernement régional toscan lequel, en l'occurrence, joue le rôle d'un sujet décideur au niveau ministériel, représentant l'uniformité des politiques et contrôle leur application en termes de gouvernance territoriale. Les instruments qui surviennent pour former le processus décisionnel sont représentés par les sujets prévus par la Loi 32/2002 et la consultation promue par les sujets locaux et avec les organisations représentatives dans le territoire, comme les associations culturelles, le troisième secteur (Loi Régionale 41/2005), club de sport et agences de formation.

Le plan intégré d'orientation générale (PIGI) 2006-2010 du Gouvernement Régional Toscan sur l'éducation, l'instruction, l'orientation, la formation professionnelle et le travail est l'instrument prévu par la Loi Régionale nr. 32 du 26 Juillet 2002 sur l' "*Acte de Consolidation de la législation du Gouvernement régional toscan sur l'éducation, la formation professionnelle et le travail*". A travers cette loi, le gouvernement régional poursuit la Stratégie de Lisbonne pour créer une société innovante, compétitive et socialement cohésive basée sur la connaissance, le développement du capital humain et la création d'emploi stable et compétent. Ce Plan d'orientation comprend la stratégie de la formation tout au long de la vie et est structuré par objectifs spécifiques intégrés qui identifient des finalités opérationnelles à rejoindre à travers des mesures structurées par rapport à des tranches d'âge de la population de la Toscane.

Welsh Assembly Government (WAG)

La planification stratégique de niveau est Enterprise par la WAG conjointement avec la planification opérationnelle des 22 Autorités galloises locales pour l'Éducation (Welsh Local Education Authorities-LEAs) – faisant partie du réseau de l'autorité locale – pour les écoles. La planification se réfère à la démographie et inclue également le conseil et l'orientation de carrière à partir d'activités basées sur le jeu pour l'école primaire.

Le WAG fait aussi de la Planification stratégique de niveau pour l'enseignement supérieur, la formation professionnelle (institutionnelle et basée sur le travail), l'éducation pour les adultes, l'enseignement universitaire, et tout conseil et orientation de carrière pour tout âge. Cette planification se déploie à partir des nécessités constantes des employeurs, régions locales et individuelles.

Conseil du comté du Jämtland

Afin de rejoindre les objectifs fixes dans le ET 2020, un programme opérationnel pour l'éducation tout au long de la vie dans la région sera produit en 2010. Ce programme prendra en considération plusieurs variables, telle la situation sur le marché du travail, la distribution de groupe d'âge et les zones peu peuplées de la région.

3

3. Une gestion simple au quotidien ou en émergence n'est pas suffisante pour garantir que les politiques produisent l'innovation nécessaire. Le problème de base est de **choisir des objectifs stratégiques qui soient adéquats et importants**, non pas uniquement pour le système de formation, mais qui puissent aussi bâtir un cadre de référence pour la formation tout au long de la vie qui soient ouvert à tous.

Welsh Assembly Government

Skills For A Prosperous Wales-Compétences pour un Pays de Galles prospère. Contribution au système d'éducation et formation après 16 ans afin de donner au pays de Galles un niveau élevé d'éducation, de compétences et d'emploi. Cela en identifiant et en se concentrant sur la connaissance et les besoins de compétences des employeurs, de ceux qui apprennent, des communautés et des WAG et en sollicitant l'éducation institutions de formation à être flexible, de haute qualité et capable de répondre aux nécessités nationales et locales.

Des stratégies régionales complètes

4

4. La tâche cruciale pour les stratégies régionales consiste à aligner les compétences et qualifications de la population active avec les ambitions de croissance économique et sociale de la Région et ses différents territoires. C'est un objectif stratégique demandant, tout d'abord, **une plus grande demande de formation** ainsi que l'engagement direct de tous les citoyens de la région. Trois politiques régionales apparaissent particulièrement efficaces pour renforcer la demande de formation. Ces politiques visent à :

4.1

4.1. Encourager tous les citoyens à faire un pas en avant dans leur formation, abstraction faite de leur niveau. Une telle action peut contribuer à diffuser l'acquisition des compétences de base, réduire le nombre de personnes peu qualifiées dans la Région et contribuer à élever le niveau de tous les types de compétences : mathématique, sciences, technologie. L'objectif de cette politique consiste à donner à tous les citoyens le but d'un développement personnel et à les encourager à l'atteindre.

Generalitat de Catalunya

Afin d'aligner les compétences de la population active avec les ambitions de croissance économique et sociale de la Catalogne, le Gouvernement applique le "deuxième plan pour la formation professionnelle et pour la formation en Catalogne". La période d'application de ce plan est de 4 ans, de 2007 à 2010. Le plan fixe les lignes directrices qui permettent d'accomplir ce plan dans un système intégré, cohérent et lié aux nécessités du marché du travail et afin d'améliorer la qualité de son offre.

Le plan comprend :

3 lignes de priorité :

- Adaptation et innovation des mécanismes et ressources de Formation et Enseignement

Professionnel (FEP) aux conditions de l'économie de la Catalogne.

- Consolidation du système intégré des qualifications et de la formation professionnelle.
- Promotion de la reconnaissance et de la valeur sociale de la formation professionnelle.

10 objectifs :

- Augmenter les niveaux de formation et de qualification de la population active.
- Promouvoir l'adaptation et l'innovation de l'offre d'éducation.
- Promouvoir la "trans-nationalité" au sein du cadre européen des compétences (CEC) et promouvoir la mobilité de l'apprentissage pour les étudiants en FEP
- Encourager l'entrepreneuriat.
- Développer et appliquer des mesures pour intégrer le système de formation et qualification.
- Encourager la reconnaissance sociale de la Formation professionnelle.
- Développer les instruments, les critères d'information et orientation qui permet un accès général aux bénéficiaires du système.
- Améliorer les instruments pour la qualité de la formation.
- Améliorer la formation continue des professeurs.
- Promouvoir la valeur sociale et la qualification de la formation professionnelle dans le contexte d'entreprise.

38 actions clé :

Chaque objectif prévoit plusieurs actions clé qui ont un impact plus ou moins direct au niveau d'exécution. La liste de ces actions clé n'a pas été incluse car elle est vaste.

10 indicateurs :

Ces indicateurs servent à évaluer la gestion de chaque objectif. Plusieurs de ces indicateurs sont en référence avec les indicateurs européens.

Sur base annuelle, le plan est évalué par des consultants externes pour monitoriser son évolution. A la fin de l'exécution, le plan sera ultérieurement évalué par des consultants externes.

Conseil du comté du Jämtland

Dans le Jämtland il y a un type d'école pour adultes (18+) qui s'appelle *Folk high schools*, qui se concentre sur les personnes sans qualifications à partir d'école supérieure. En étudiant aussi d'autres matières, ils peuvent obtenir des qualifications qui leur permettront d'accéder à la qualification supérieure. The *Folk high schools* n'ont pas de CV standard établi au niveau central. Chaque école prend ses propres décisions sur les plans didactiques et souvent elles offrent une vaste gamme de cours, études sur la Bible jusqu'à l'escalade. L'objectif global du *Folk high schools* c'est d'éduquer les personnes dans les domaines des droits humains et démocratie, donner aux personnes une deuxième chance à travers la formation continue, travailler pour la diversité culturelle et la culture, le développement durable et l'équité globale. Une autre perspective est de consentir l'accès à l'éducation aux personnes handicapées et socialement dépourvues.

4.2. Développer des politiques proches au **cycle de vie** des citoyens, en les accompagnant avec la formation dans de différentes transitions de leur vie, dans chaque phase de leur vie, en leur conférant le droit, l'opportunité et le devoir de bénéficier des opportunités appropriées. Cela est fait en offrant des opportunités d'apprentissage dont le contenu et les méthodes sont spécifiquement conçues pour répondre aux différents individus, phases et conditions. Cette politique garantit de la continuité à la demande de formation individuelle et amène à l'ajustement de l'offre aux différentes exigences professionnelles et personnelles à de différents moments de la vie des citoyens.

4.2

Junta de Andalucía

- Rendre l'éducation et la formation accessibles à tous les citoyens au long de leur vie et promouvoir les compétences de base ainsi que l'inclusion sociale où c'est le plus nécessaire : prisons, centres d'inclusion sociale pour jeunes ; de plus, inclure les groupes socialement exclus comme les immigrés et les personnes avec des dépendances, peu qualifiées, etc.
- Promouvoir l'accès à l'éducation à travers la mise en place d'une stratégie efficace *de services et ressources de qualité* (accès à l'internet, PC, ressources didactiques et instruments).
- Flexibilité et variété dans l'offre : à travers la reconnaissance de l'apprentissage formel, non formel et informel. Parcours modulaires flexibles. Prêts pour ceux qui ont besoin de support économique.
- *Innovation dans la communication* (utilisation d'ICT pour diffuser l'apprentissage mixte et en ligne, pour rejoindre des régions isolées ou, en alternative pour ceux qui sont en manque de temps pour se rendre sur des centres pour adultes) *et méthodologie* (apprentissage par la pratique!). Cela a été renforcé avec une mesure de politique récente (ICT School 2.0) à travers laquelle tous les étudiants et professeurs de l'école primaire dans leurs deux dernières années d'école et tous les étudiants et professeurs du secondaire recevront des ordinateurs portables, des tableaux noirs électroniques et accès rapide à l' " Internet " dans les classes.

D'un côté, pour éviter des *décrochages scolaires précoces*, le Ministre de l'Education a mis en place les Programmes de qualification professionnelle de base - *programas de cualificación profesional inicial (P.C.PI)* - de sorte à permettre aux étudiants avec un rendement bas d'obtenir une qualification professionnelle de niveau I et, en même temps, avec l'opportunité d'obtenir et continuer leur formation dans la formation professionnelle de niveau II. En outre, l'accès direct au niveau plus bas de la Formation professionnelle a aussi été mis en place pour les adultes sans certification après un test d'amélioration et avancement.

D'autre côté, le programme d'apprentissage en ligne pour adultes a remporté un franc succès car un grand nombre de centres ont été équipés avec accès à l'Internet et ressources didactiques localisées dans une LSM (*Learning System Management Moodle*) pour plus de 30.000 étudiants participants à des cours ; de ceux 30.000, environ 25.000 étudiants en formation combiné (electronique et non) se préparent pour obtenir le certificat d'éducation secondaire et postsecondaire et environ 5.000 en apprentissage en ligne entre FEP, cours secondaires et postsecondaires. Pour cela faire (rejoindre tout le monde partout) un effort important a été prodigué afin de développer du matériel adapté pour l'instrument technique et les classes virtuelles.

Conseil du comté du Jämtland

Pour pouvoir fournir du conseil sur éducation, formation et carrière dans la région, un réseau appelé *LärCentrum* a été formé avec le but de rendre l'apprentissage accessible et d'offrir un grand nombre d'opportunité de formation. *LärCentrum* offre une opportunité aux adultes (18+) d'étudier dans un cadre convivial et tranquille. Les centres, qui sont situés dans chacune des huit municipalités de la région, offrent une vaste gamme de cours, dispensés avec des méthodes pédagogiques traditionnelles outre que des cours d'apprentissage mixte ou en ligne afin de répondre aux besoins individuels de l'étudiant. *LärCentrum* en outre aide à évaluer les compétences des étudiants et l'expérience professionnelle à travers un programme de validation gouvernementale. *LärCentrum* dispose d'un vaste réseau d'éducation et le monde des affaires et peut guider les étudiants ou employeurs au droit d'éducation à développer leurs compétences professionnelles.

Provincia di Livorno

Quant à l'augmentation de la demande de formation, un instrument important de la Province de Livorno pour inciter tous les citoyens à faire un pas en avant dans leur formation, abstraction faite de leur niveau, a été la mise en place de cinq centres de Trio (Technologie, Innovation, Orientation) dans la Province. A partir du 1er janvier 2009, en effet, la gestion du réseau TRIO – le système d'apprentissage en ligne par le web de la Région Toscane qui fournit des produits et des services de formation complètement gratuits, accessibles et ouverts à tout le monde – a été transféré de la Région aux Provinces. Provincia di Livorno Sviluppo Srl gère les cinq centres au nom de la Province de Livorno (www.plis.it). Dans la Province de Livorno deux des cinq Centres Trio ont été constitués dans le cadre des bureaux de l'Administration provinciale. Cette nouvelle structure permet, vue sa proximité au Centre de l'Emploi de Livorno, un service " just in time " à ses usagers. En particulier, dans cette ère de " crise " dans le marché du travail, le réseau Trio est devenu un instrument important pour les personnes qui bénéficient de " redundancy payments ", afin de renforcer leurs compétences et les orienter vers d'autres secteurs. Le tuteur aide les usagers à choisir les cours les plus adéquats pour eux et par la suite ils peuvent avoir accès au cours en ligne à travers un nom d'utilisateur et mot de passe. Des programmes ad hoc portant surtout sur la technologie de l'information et la langue italienne seront fournis aussi.

4.3. Renforcer la **propension pour la formation** à travers les obligations ou les stimulants financiers et matériels, et en fournissant les informations et les services d'orientation. Cette politique renforcera la tendance à investir dans la formation, créer des synergies entre investissement public et privé et faire de sorte que les personnes et les sociétés prennent leur responsabilité en termes de formation.

4.3

Regione Toscana

Le bon individuel est un instrument visant à mettre en place des politiques de formation tout au long de la vie et à réduire les différences en termes d'opportunités et croissance dans le marché du travail. C'est un instrument général qui s'applique à tout groupe d'âge. Sa capacité à renforcer la flexibilité et à ouvrir les conditions d'accès aux différentes opportunités de formation soutient les processus d'individualisation des cours. L'instrument comprend plusieurs méthodes incluant des *Comptes Individuels d'Apprentissage (cartes prépayées)*, qui, d'un côté, consentent la réduction des différences en termes d'opportunités de formation et, d'autre côté, la promotion de la création d'une politique de la demande de formation capable de stimuler les individus, surtout ceux qui sont le moins motivés. Une autre méthode incluant l'utilisation des bons est fourni par les bons de formation promouvant les cours de formation pour les personnes employées (formation tout au long de la vie). Une autre méthode importante est représentée par les bons de conciliation, qui avaient été créées comme mesure soutenant l'implication et la constance des femmes dans le monde du travail à travers des instruments capables d'accompagner la conciliation entre vie de famille et vie professionnelle.

D'autres méthodologies similaires s'appliquent à la formation de troisième cycle et aux mesures dans le domaine de l'innovation technologique.

Gouvernement régional de Vidin

Système de formation en bons – Depuis Novembre 2009 l'agence pour l'Emploi a accepté des demandes des institutions de formation souhaitant des cours pour les qualifications professionnelles et/ou des compétences clé, financés par des bons dans

le cadre du programme opérationnel " Développement des ressources humaines ". C'est un mécanisme qui utilise des bons pour le paiement des services reliés avec l'acquisition des qualifications professionnels et des compétences clés. Il peut être utilisé tant par les personnes sans emploi que les personnes qui en ont un. La distribution des bons a déjà commencé, et la plus grande partie des bons demandés a concerné l'apprentissage des langues et de l'informatique.

Welsh Assembly Government

Campagnes de promotion de l'apprentissage, comme la semaine des adultes qui apprennent, sont utilisées pour augmenter la propension à la formation et l'éducation. Ces campagnes impliquent la présence locale de « sessions d'essai » et d'autres événements au sein de la stratégie du marketing régional et des promotions. Les campagnes visent prioritairement les sujets qui n'ont pas bénéficié d'opportunités d'éducation préalables et comprennent un certain nombre de thèmes comme l'apprentissage dans la journée de travail.

5. La stratégie visant à augmenter la demande en formations accompagne le suivi des politiques dont le but est d'ajuster la qualité de l'offre d'apprentissage tout au long de la vie.

Quatre politiques régionales se sont avérées particulièrement efficaces en termes de qualité de l'offre. Elles visent à :

5.1. Soutenir **la réforme du système** éducatif, formatif et universitaire en se concentrant sur les résultats engendrés en termes d'apprentissage. En ce qui concerne la réforme des systèmes, cet objectif peut être repris principalement par les Régions qui ont un pouvoir de réglementation ou de gestion. En tout cas, cela contribue aux politiques visant à encourager **l'innovation dans l'offre de formation**, afin de l'adapter en permanence aux besoins des personnes qui souhaitent apprendre à tout âge pour des raisons professionnelles et personnelles. Cela s'applique à l'apprentissage formel et informel. Elle implique de nouveaux acteurs, complète le système non formel et encourage de nouvelles expériences dans la gestion des processus informels au travail et à l'école.

Generalitat de Catalunya

La Catalogne dispose de *l'Institut ouvert de Catalogne* (IOC) qui propose des formations à tous par le biais d'un réseau. Cet outil est très important pour les personnes désavantagées par les horaires ou la distance ou ayant d'autres types de besoins. À l'heure actuelle, l'IOC est pleinement opérationnel et propose des formations à 15 420 étudiants :

- Étudiants FEP : 4 760 étudiants.
- Étudiants Bacheliers : 1 890 étudiants.
- Diplôme d'enseignement supérieur pour adultes : 5 200 étudiants.
- Examen d'entrée à la FEP de haut niveau : 3 570 étudiants.

L'approche adoptée par l'IOC dans le cadre de l'enseignement à distance se concentre sur

l'étudiant et utilise les technologies de l'information et de la communication pour structurer l'expérience d'apprentissage. Cette approche se fonde sur les éléments suivants : accorder une attention individualisée, créer une expérience d'apprentissage partagée, adapter le sujet enseigné, faire le lien avec l'environnement de l'étudiant, fournir une évaluation continue et utiliser le tutorat individuel. En outre, l'IOC dispose de 40 centres de soutien répartis dans toute la Catalogne pour aider ses étudiants dans les centres de présence. Un autre outil important est le programme Qualifica't développé par le ministère de l'éducation du gouvernement catalan en collaboration avec plusieurs organisations telles que les partenaires sociaux, les pouvoirs locaux, les chambres de commerce et les sociétés. Ce programme vise à améliorer la formation des personnes sans emploi ou risquant de le perdre en leur donnant davantage d'outils pour lutter contre la crise économique et le chômage. La principale nouveauté est que les chômeurs peuvent recevoir une formation spécifique à leur profession et en même temps avoir accès à une formation réglementée. La première phase de Qualifica't touche plus de 6000 personnes. Le programme se divise en trois axes principaux : la formation, la validation de la formation et la validation de l'expérience professionnelle.

Welsh Assembly Government

Le gouvernement régional pilote actuellement un processus de transformation qui affecte la manière dont les enseignants et formateurs de jeunes de plus de 11 ans travaillent et collaborent pour améliorer l'efficacité et l'efficience locales. L'agenda de transformation s'oriente vers l'avenir en reconnaissant les changements démographiques et se centre sur l'objectif consistant à améliorer la qualité et l'éventail des compétences au niveau local plutôt que sur le soutien du type institutionnel.

La réforme du système est dirigée par le biais de « l'Agenda de transformation » du gouvernement régional. Cet agenda cherche à garantir le meilleur modèle de livraison afin de prévoir la fourniture collectivement, à diriger davantage de fonds disponibles vers l'enseignement, l'apprentissage et le soutien à l'apprenant, à augmenter la participation des jeunes défavorisés dans le processus d'apprentissage, et à transformer le réseau d'apprentissage pour élargir le choix de l'apprenant, réduire les doublons dans les offres et encourager l'apprentissage et l'enseignement de qualité supérieure pour les plus de 16 ans.

5.2. Nouer des **relations plus étroites entre les parcours formatifs et professionnels**, pour permettre aux jeunes et aux demandeurs d'emploi d'acquérir des compétences plus rapidement, de créer une culture de production et la capacité de construire et de développer des réseaux sociaux. Ceci devrait se faire par le biais de politiques régionales qui invitent les entreprises et la société à assumer la responsabilité directe de l'éducation des jeunes et des salariés pour leur vie professionnelle et sociale. Cet objectif renforce l'offre de compétences pour le marché du travail (des compétences nouvelles pour des emplois nouveaux), consolide les systèmes de formation et réduit l'exclusion. Il peut être poursuivi et réalisé principalement au niveau local et régional, même si les marges d'action sont déterminées par les choix posés pour la réforme du système éducatif au niveau étatique et au niveau de la politique européenne de flexicurité.

5.2

Generalitat de Catalunya

En collaboration avec les *Cambres de Comerç* (Chambres de Commerce), le gouvernement catalan a classé les sociétés après avoir examiné leurs parcours professionnels en relation avec la formation des étudiants. Le programme est intitulé FCT, ce qui signifie formation basée sur le travail. Y participent des partenaires sociaux et des pouvoirs locaux par le biais de réunions consultatives et participatives du Conseil catalan de FEP.

Junta de Andalucía

Afin de répondre aux besoins de main-d'œuvre qualifiée en Andalousie et de relever le défi d'une situation économique en pleine mutation depuis 1990, la L.O.G.S.E. (Loi générale régissant le système éducatif espagnol) prévoit une formation obligatoire en entreprise dans le cadre du système professionnel initial, moyen et supérieur pour s'ajuster aux modèles européens. À partir de l'an 2000, et dans une tentative d'ouverture de la population espagnole à une UE sans frontière, le ministère régional de l'éducation a joué un rôle actif dans la promotion des actions de mobilité par le biais des programmes EFTLV (Comenius, Grundtvig) et des programmes liés à la FEP (Leonardo da Vinci et Erasmus). En outre, la Junta de Andalucía investit en finançant ses propres mesures visant à couvrir les demandes toujours plus nombreuses de stages en entreprise à l'étranger. Les chiffres s'élèvent jusqu'à présent à quelque 3000 étudiants qui ont contribué à créer une Europe plus cohérente en réalisant des stages dans des sociétés européennes.

Regione Toscana

Le Plan régional pluriannuel d'éducation pour adultes, qui opère dans le secteur non-formel et qui a pour objectif de proposer des formations introductives à la culture du travail et l'inclusion sociale, a identifié des mesures novatrices qui viennent s'ajouter aux outils déjà éprouvés, tels que les cercles d'études. Dans le plan actuel, elles visent principalement les problèmes liés à la sécurité sur le lieu de travail. L'outil novateur qui a été introduit et dénommé *apprentissage intégré* se fonde sur l'hypothèse que plus l'enseignement est placé dans le contexte du lieu de travail, plus l'individu est motivé à apprendre. Ce type d'outil remplace le paradigme selon lequel d'abord nous apprenons et ensuite nous faisons par le paradigme selon lequel nous apprenons en faisant.

Gouvernement régional de Vidin

Le Programme national " *De l'aide sociale à la création d'emplois* " reste le plus grand programme du pays, malgré son champ d'application limité ces dernières années. Il met en œuvre l'un des principaux objectifs de la politique sociale nationale - créer de l'emploi et réussir l'intégration sociale des chômeurs qui reçoivent une aide sociale tous les mois et pour qui il s'agit de la seule opportunité de travailler et de gagner leur vie. Les personnes employées dans le cadre de ce programme sont engagées dans des activités communautaires ayant un impact plus permanent : rénovation et réparation des plaines de jeux, nettoyage des caniveaux dans les villages, réparation des trottoirs, travaux de construction dans des bâtiments publics, pose de revêtement routier dans des quartiers et des villages sous-développés, suppression de décharges sauvages, nettoyage minutieux des lits de rivières, etc.

Jämtland County Council

Dans le plan stratégique 2009-2011 du Conseil de Comté de Jämtland, deux des principaux objectifs consistent à stimuler l'esprit d'entreprise dans les régions rurales en fournissant des ressources pour l'éducation et à mettre en exergue la formation professionnelle. ALMI Företagspartner peut vous aider à créer une nouvelle entreprise. ALMI Företagspartner

appartient conjointement au gouvernement et au Conseil du comté. Les chefs d'entreprise peuvent obtenir une aide à la création d'un plan d'entreprise, recevoir de petits prêts, des informations et une aide dans la recherche de marché. Il existe, par exemple, une coopération avec LärCentrum afin de fournir aux chefs d'entreprise qui en ont besoin un accès à un certain type de formation.

5.3. Soutenir la **croissance professionnelle des travailleurs**, leur mobilité et l'évolution de leur carrière sur leur lieu de travail et sur le marché du travail. Des politiques régionales invitent les sociétés, et surtout les petites et moyennes entreprises, à améliorer la qualité de travail, à entrer en concurrence au niveau international, et à fournir le bon environnement de croissance professionnelle à tous les travailleurs. Les sociétés et les représentants des travailleurs reçoivent des stimulants pour appliquer des critères et des standards visant à rendre transparente la qualité de gestion des ressources humaines de chaque société. Des politiques régionales cherchent à intégrer les jeunes travailleurs aux réseaux d'information et à les placer au carrefour de l'offre et de la demande d'emploi pour permettre la mobilité et le reclassement professionnel au niveau local, national et international.

5.3

Gouvernement régional de Vidin

Le *Dixième Plan d'action national pour l'emploi* est le principal instrument en 2010 pour adoucir et réduire l'impact de la crise économique dans le domaine de l'emploi et sur le marché du travail, et pour renforcer les investissements en ressources humaines. Le plan a été élaboré sur base du Cadre approuvé par le Conseil national pour la promotion de l'emploi qui comporte les priorités clés et les domaines d'action en 2010. Afin de préserver et de promouvoir l'emploi, des experts ont participé au développement de plusieurs institutions nationales et organisations de représentation des employeurs et des employés. Les objectifs et actions du Plan d'action national pour l'emploi en 2010 se concentre sur la manière de surmonter les principaux problèmes dus à la crise que rencontre le marché du travail bulgare. En outre, ce plan se fonde sur les Lignes directrices intégrées pour la croissance et l'emploi de l'UE. La vision du Plan d'action national pour l'emploi en 2010 consiste à « *Améliorer la qualité de la main-d'œuvre pour préserver l'emploi, réduire le chômage et stabiliser le marché du travail* ».

Welsh Assembly Government

La stratégie appelée « The Skills that Work for Wales » (les Compétences qui marchent pour le pays de Galles), qui s'aligne étroitement sur l'initiative « Des compétences nouvelles pour des emplois nouveaux », est un bon exemple d'action régionale qui propose une série de mesures (souvent en collaboration avec les agences étatiques et les programmes de financement de l'UE) visant à soutenir le développement de compétences professionnelles au niveau local. Le « Basic Skills Employer Pledge » (Engagement des employeurs envers les compétences fondamentales) crée des stimulants pour les entreprises qui abordent des compétences fondamentales, en liant ce soutien aux autres programmes du gouvernement régional pour le développement de la main-d'œuvre.

« Carriers Ladders Wales » (Échelles de carrière au Pays de Galles) est un paquet unique et intégré d'information, de conseil et de soutien qui aide les personnes sans emploi et

économiquement inactives à retrouver du travail et qui continue à les soutenir à mesure qu'elles consolident leur position et avancent dans leur vie professionnelle. Le but est de s'assurer que ceux qui entrent à nouveau dans la vie active disposent des compétences et de la motivation pour apporter une contribution positive à leurs employeurs et aient l'opportunité de progresser au-delà du simple fait d'avoir un emploi sûr.

Conseil du comté de Jämtland

L'Agence nationale pour la formation professionnelle supérieure a été créée pour développer et superviser une nouvelle forme de perfectionnement professionnel public. Les Cours de formation professionnelle supérieure (CFPS) couvrent une large gamme de domaines professionnels mais ils partagent un but commun, à savoir, fournir une formation professionnelle de haut niveau, adaptée aux besoins du marché du travail, ce qui signifie qu'ils sont également conçus pour répondre aux besoins régionaux. Dans les CFPS, une approche moderne est adoptée dans laquelle l'apprentissage théorique est intégré et mélangé à la pratique professionnelle sur le lieu de travail. Au Jämtland, les CFPS se concentrent principalement sur le tourisme et les techniciens en installations éoliennes, qui constituent deux secteurs importants dans la région.

Des stratégies régionales cohérentes

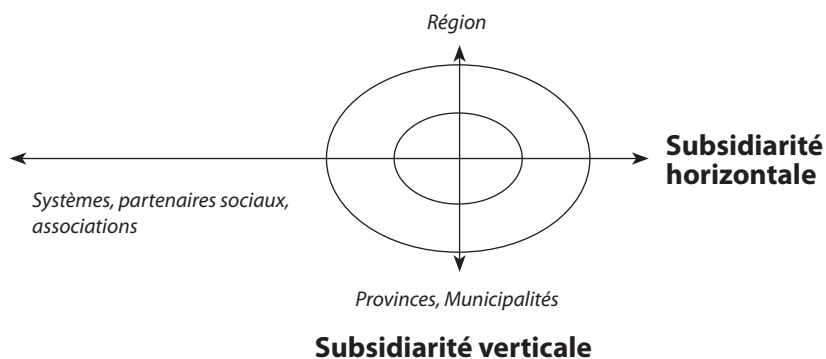


6. L'efficacité de la mise en œuvre de cette stratégie va de paire avec la cohérence des diverses politiques publiques et privées, augmentant ainsi leur impact. Pour les gouvernements régionaux, une telle politique implique deux devoirs spécifiques :

6.1

6.1. **La gouvernance**, à savoir la création d'un partenariat et d'une collaboration entre les opérations publiques et privées, particulièrement en ce qui concerne les investissements des sociétés en formation initiale et continue et, d'un point de vue sociétal, le rôle des ONG. En parallèle, le gouvernement régional opère selon un deuxième axe directeur de subsidiarité verticale, reliant le fait de réconcilier et de compléter les actions centrales et celui de travailler avec les niveaux administratifs provinciaux et municipaux.

Schéma 1 - Diagramme de classification des matières comprises dans la gouvernance



Generalitat de Catalunya

Le 9 février 1999, le Conseil catalan de FEP a été fondé. Il s'agit de l'organe consultatif du Gouvernement régional catalan concernant la formation et l'enseignement professionnels. Il se compose d'organisations commerciales, de syndicats et d'entités publiques.

Les fonctions du Conseil catalan de FEP sont les suivantes :

- proposer les critères de préparation du Plan général de FEP en Catalogne ;
- proposer des études afin de détecter les besoins éducatifs ou de s'adapter aux demandes en qualification ;
- analyser la modification des accréditations, qualifications et certifications professionnelles et leur validation respective ;
- encourager la collaboration des entreprises en ce qui concerne la formation en entreprise, l'information et l'orientation professionnelles, ainsi que la surveillance et l'évaluation du Plan général ;
- suggérer des mesures visant à promouvoir la collaboration d'organisations professionnelles et de syndicats en matière de formation en entreprise ;
- proposer des critères d'adaptation de l'offre éducative de FEP aux besoins du marché du travail ;
- proposer les critères de répartition territoriale et sectorielle de FEP spécifique en Catalogne ;
- formuler des propositions de programmes éducatifs et « professionnalisants » répondant aux besoins de stage des étudiants qui finissent l'enseignement obligatoire sans en avoir atteint les objectifs.

Regione Toscana

Les politiques intégrées du Gouvernement régional toscan dans les secteurs de l'enseignement, de l'instruction, de l'orientation, de la formation professionnelle et du travail sont mises en œuvre par le biais du système de *gouvernance* territoriale, qui se distingue par une importante complexité verticale et horizontale. Le rôle d'orientation qu'exerce le gouvernement régional est le résultat d'une consultation ascendante entre les organes territoriaux locaux, qui s'exprime en politiques exigeant un partage horizontal afin d'être mises en œuvre aux différents niveaux institutionnels, entre tous les membres de la société civile régionale. Le système de *gouvernance* territoriale a été défini par la loi régionale n° 32/2002, le règlement de mise en œuvre de ladite loi, approuvé avec le décret du Président du Conseil régional n° 47/R/2003 et le protocole d'accord du 17 mai 2004 entre les régions, les provinces, les conseils et les communautés montagnardes. Les instruments institutionnels de la *gouvernance* territoriale sont représentés par la *Conférence éducative de la région* qui est compétente en matière de développement du système d'éducation et d'instruction au niveau local et qui est l'organe institutionnel territorial minimal du système ascendant de gouvernance. Afin de garantir la participation des partenaires sociaux à la détermination des politiques intégrées, la Loi 32/2002 a instauré la *Commission permanente tripartite régionale*. Dans le but d'assurer la coordination efficace des rôles institutionnels aux différents niveaux du système régional intégré, cette loi a également prévu la création du *Comité de coordination institutionnelle*.

6.2. Les politiques d'apprentissage tout au long de la vie au niveau régional se caractérisent soit par la recherche de synchronisation soit par la tension entre synchronisation et les quatre composantes des politiques standards d'apprentissage tout au long de la vie (éducation, formation, travail, sécurité) aussi que d'autres politiques (santé, justice, intérieur, culture). Cela peut également ouvrir un processus de

6.2

développement de la **qualité éducative d'autres politiques** et pas simplement une collaboration.

La procédure habituelle des projets territoriaux intégrés encourage ce processus par une logique ascendante. Dans les régions, des politiques intégrées sont mises côte à côte et convergent vers un objectif commun : immigration, flexicurité, égalité entre hommes et femmes.

Junta de Andalucía

Comme moyen d'inclure les parties prenantes dans le système de gouvernance de façon cohérente, l'Agence de qualification professionnelle a été créée en 2003 afin de concevoir, en collaboration avec le ministère du travail, les chambres de commerce et les autres parties prenantes, les qualifications de niveau moyen et supérieur de FEP. Par ailleurs, cette institution est chargée de reconnaître les compétences, qualifications et certifications ECVET formelles et informelles. Des objectifs communs en matière d'immigration, de flexicurité, d'égalité entre hommes et femmes, de handicap, de vie professionnelle et privée, de besoins spéciaux, etc. sont réglementés par la loi régionale sur l'éducation de l'autorité locale de l'enseignement (17/2007) et mis en œuvre au moyen de programmes éducatifs spéciaux tels que :

Des classes tôt le matin (primaire) ; le plurilinguisme (primaire, secondaire, post-scolaire, formation professionnelle) ; un soutien intensif en espagnol pour les immigrés ; l'enseignement mixte ; un programme de sensibilisation à l'égalité entre hommes et femmes ; un programme destinés aux étudiants rencontrant des besoins spéciaux, entre autres. Il existe également une étroite relation entre la Direction générale de l'enseignement et de la formation professionnels et de l'apprentissage tout au long de la vie et les ONG par le biais des programmes « d'entrepreneuriat » mis en œuvre par le ministère de l'éducation. En collaboration avec les ONG, les Centres de soutien et de développement des entreprises et les associations d'entreprises, un soutien à la création, l'organisation et la gestion de sociétés virtuelles est donné. Egalement il existe un concours public des actions entrepreneuriales virtuelles dont le prix consiste en un financement pour aider des étudiants à mettre sur pieds leurs propres idées d'entreprise.

Welsh Assembly Government

Le *Plan spatial gallois* est le cadre global et l'outil d'intégration du Pays de Galles. Il jette des bases importantes dans toute une série de domaines, par exemple :

- les objectifs en matière de développement économique et d'emploi ;
- les programmes de régénération dans différentes régions du Pays de Galles ;
- améliorer les niveaux de compétence de la main-d'œuvre ;
- améliorer la planification stratégique des transports ;
- réduire les émissions annuelles de gaz à effet de serre ;
- comprendre et répondre aux besoins de logements abordables ;
- aider à modéliser les investissements en capitaux du gouvernement régional.

Le Plan spatial gallois se fonde sur les plans de développement local qui permettent aux autorités de planification locales et aux autres organisations de coordonner leurs activités, d'atteindre les objectifs convenus et de gérer les mutations qui touchent la région.

La politique « Making the Connections » (Établir des relations) pour la réforme du service public gallois expose la vision du Gouvernement régional pour un Pays de Galles prospère, durable, bilingue, plus sain et mieux éduqué. Il décrit quatre grands principes :

1. Les citoyens au centre : des services plus réceptifs aux demandes des utilisateurs,

les personnes et communautés étant impliquées dans la conception de la manière dont ces services sont rendus.

2. Engagement public : chacun doit avoir l'opportunité de contribuer et d'entrer en relation avec la personne la plus difficile à joindre.
3. Travailler ensemble en tant que service public gallois : meilleure coordination des prestataires pour fournir des services durables, de qualité et réactifs.
4. Rapport qualité-prix : tirer le maximum des ressources.

Conseil du comté de Jämtland

Dans le cadre d'un projet de coopération entre les universités et le secteur culturel, un nouveau programme de formation d'enseignants préscolaires a été mis en place au Jämtland. En combinant la formation universitaire traditionnelle des enseignants aux études en histoire de l'art dans un musée, les étudiants acquièrent une nouvelle perspective sur leurs études et une meilleure compréhension de la manière dont la théorie et la pratique se mélangent.

Au Jämtland, plusieurs mesures différentes ont été prises pour réduire le nombre de « NEET » (acronyme signifiant « Not in Education, Employment or Training », soit « Personne n'étant ni étudiante, ni employée, ni en formation »). Un projet, *Back on Track* (Remise sur les rails), cible les jeunes adultes sans emploi âgés de 20 à 24 ans qui n'ont pas terminé l'enseignement secondaire. Le lieu de formation est le musée régional en plein air, où une large gamme de professions et de compétences différentes se trouvent. L'objectif est que 50% des participants retournent vers une certaine forme d'enseignement, de formation ou d'emploi. Pour atteindre cet objectif, il existe une collaboration étroite entre Jamtli (le musée régional du Jämtland), les archives d'état régionales, l'agence pour l'emploi, l'école populaire supérieure de Birka, la municipalité d'Östersund et le bureau d'aide sociale.

Les outils de soutien

7. Pour la **mise en œuvre** et **l'évaluation** de la politique, les gouvernements régionaux utilisent des outils permettant de garantir le niveau de qualité adéquat.

7.1. Premièrement, les gouvernements régionaux adoptent les méthodes et les outils des **plans généraux et sectoriels** pour programmer les actions. Ces plans visent à refléter les priorités européennes et nationales, ainsi que les priorités propres au territoire. La procédure est générale et les modèles varient grandement. Les comparer et les perfectionner constitue la base de la coopération interrégionale.

7.2. Deuxièmement, il est constamment fait référence à tous les niveaux territoriaux aux **benchmarks** européens et à la recherche de nouveaux benchmarks et indicateurs pour évaluer une meilleure performance et coopération avec d'autres Régions. Ceci montre le potentiel et le besoin de chaque Région et municipalité de pouvoir définir ses propres objectifs en relation avec chacun des benchmarks et pouvoir assumer de plus grandes responsabilités et comprendre comment activer les politiques locales et régionales pour améliorer le bien-être économique et social de ces territoires.



7.1

7.2

Welsh Assembly Government

- 1) D'ici 2010, le taux moyen européen de jeunes en décrochage scolaire ne devrait pas dépasser 10%. En 2008/09, 333 jeunes de 15 ans ont quitté l'enseignement à temps plein au Pays de Galles sans qualification – soit 0,9% de la cohorte, et 0,7% point de moins qu'en 2007/08.
- 2) Le nombre total de diplômés en mathématiques, sciences et technologie (2) dans l'Union européenne devrait augmenter d'au moins 15 % d'ici 2010 alors que dans le même temps, le déséquilibre entre hommes et femmes devrait diminuer. Les étudiants britanniques sont moins enclins à choisir des matières scientifiques et techniques que la moyenne européenne, bien que le Royaume-Uni ait des chiffres relativement sains en ce qui concerne les diplômés des filières scientifiques et techniques.
- 3) D'ici 2010, au moins 85 % des jeunes de 22 ans dans l'Union européenne devraient avoir terminé l'enseignement secondaire supérieur. Dans un rapport de 2007, le Pays de Galles est estimé atteindre le chiffre de 77%, légèrement moins que l'ensemble du Royaume-Uni et que la moyenne de l'UE27.
- 4) D'ici 2010, le pourcentage de jeunes de 15 ans obtenant de mauvais résultats en lecture dans l'Union européenne devrait avoir diminué d'au moins 20% par rapport à l'an 2000. Le Pays de Galles n'a pas participé au PISA 2000 et 2003, dès lors la progression sur cet indicateur ne peut être rapportée. Néanmoins, dans l'enquête PISA 2006, la position du Pays de Galles était légèrement inférieure à la moyenne de l'OCDE.
- 5) D'ici 2010, le niveau moyen de participation à l'apprentissage tout au long de la vie dans l'Union européenne devrait passer à au moins 12,5% de la population adulte en âge de travailler (groupe âgé de 25 à 64 ans). Le score du Pays de Galles tourne autour des 19%, ce qui est bien supérieur à la majorité de ses homologues européens à cette époque.

7.3

7.3. Troisièmement, toutes les régions, dans diverses mesures, sont équipées d'un système d'évaluation des résultats engendrés par les politiques promulguées, parfois par des analyses d'impact. Dans certaines régions, l'évaluation couvre des sphères d'action distinctes et le groupe de politiques et les résultats produits par rapport aux objectifs européens.

Junta de Andalucía

Pour la mise en œuvre et l'évaluation de la politique, le gouvernement régional utilise des outils permettant de garantir les niveaux de qualité. Le ministère de l'éducation dispose de sa propre *Agence d'évaluation de l'enseignement* qui est une institution indépendante. La structure du ministère de l'éducation comporte une Direction générale d'évaluation de l'enseignement. Chaque école dispose d'un processus d'évaluation spécifique pour faire son rapport annuel à la Délégation provinciale et les résultats sont repris dans le rapport annuel qui est un document public.

La coopération européenne

8. La coopération européenne entre les gouvernements régionaux fait partie intégrante des stratégies d'apprentissage tout au long de la vie. Elle se développe à plusieurs niveaux, concernant surtout les gouvernements régionaux qui signent des **accords de coopération bilatéraux ou multilatéraux** spécifiques. Les gouvernements régionaux agissent selon l'augmentation des opportunités de



coopération entre les acteurs sociaux dans leurs régions. Ceci permet de développer la coopération entre les sociétés, les organismes de formation, les partenaires sociaux, les étudiants et les chercheurs.

Generalitat de Catalunya

La Generalitat de Catalunya a signé plusieurs accords bilatéraux avec d'autres autorités régionales afin de promouvoir la coopération entre les systèmes de FEP et de mener à bien des projets de formation en mobilité. Concrètement, la Generalitat de Catalunya a signé des accords bilatéraux avec la Région Midi-Pyrénées (France), le Conseil régional de Rhône-Alpes (France), le Conseil régional du Languedoc-Roussillon (France), la Toscane (Italie), le Piémont (Italie), l'Assemblée galloise (Royaume-Uni) et les Îles Baléares (Espagne).

Govern de les Illes Balears

La conclusion d'accords de collaboration permet la mobilité d'étudiants des Îles Baléares. Ces accords ont permis à des étudiants de cycle supérieur, de cycle moyen ou en formation professionnelle initiale de réaliser des stages pratiques.

À l'heure actuelle, plusieurs accords ont été signés avec d'autres gouvernements régionaux, à savoir l'Assemblée galloise (Royaume-Uni), la Toscane (Italie), le gouvernement régional de Wielkopolska (Pologne) et le Languedoc-Roussillon (France).

Le stage de formation professionnelle initiale s'est avéré être l'un des plus grands succès.

La motivation dont les élèves ont fait preuve est un bon résultat. Donc, de la sorte, la formation a été proposée à certains étudiants qui voulaient abandonner leurs études. Ils ont également reçu les outils pour entrer sur le marché du travail dans de meilleures conditions.

Le gouvernement des Baléares entretient également une forte relation avec les Chambres de commerce, les associations professionnelles et les syndicats. Toutes ces associations sont conscientes de l'ampleur de la tâche d'encourager les chefs d'entreprise à monter leur propre affaire. En outre, le gouvernement des Baléares s'implique dans des activités européennes qui visent à améliorer les pratiques de formation de gestion de document des sociétés étrangères. Afin de faciliter la préparation linguistique et culturelle des étudiants, le gouvernement propose plusieurs solutions alternatives ainsi que des cours spécifiques coordonnés par l'École de langues officielle.

Junta de Andalucía

La coopération européenne est mise sur pied par le biais d'accords bilatéraux entre le gouvernement régional pour soutenir des mesures de mobilité qui rassemblent le système éducatif, des sociétés, des organismes de formation, des partenaires sociaux, des étudiants chercheurs pour atteindre une meilleure insertion professionnelle et des filières flexibles créant des synergies entre les objectifs et les outils européens.

La Junta de Andalucía a signé des accords bilatéraux avec la région de Basse Saxe en Allemagne, la Toscane et la France. En 2009, la Junta de Andalucía a également rejoint la Déclaration de Barcelone afin de garantir la qualité. La fiabilité des institutions hôtes est assurée par cette Déclaration.

La Junta de Andalucía est impliquée dans un projet de partenariat Leonardo ERIE-VET visant à fixer des pratiques communes pour créer des actions de mobilité avec plus de 12 instituts d'éducation régionaux.

Regione Toscana

La coopération régionale peut accroître la valeur ajoutée, comme la sécurité et la qualité, de la mobilité, particulièrement en ce qui concerne les garanties mutuelles que les régions peuvent offrir à nos citoyens. Pour cette raison, le Gouvernement régional de Toscane a

déjà signé des accords bilatéraux avec d'autres gouvernements régionaux afin d'atteindre plusieurs objectifs communs visant à développer la coopération transnationale. La Regione Toscana a signé des accords bilatéraux avec les régions de Baden Württemberg, du Pays de Galles, de Catalogne, de la Junta de Andalucía, de Bretagne, du Västra Götaland, des Îles Baléares, de Pest, et du Pays basque.

Västra Götalandsregionen

Le Gouvernement Suédois a chargé la Région Västra Götaland, pour l'année 2010, d'une mission concernant la mise en œuvre d'une plateforme : la région en partenariat avec ses 49 municipalités a initié un plan pour la mise en œuvre sur son territoire d'une plateforme sur les compétences. Le but de cette plateforme est de mettre à disposition des autorités publiques régionales et aux planificateurs d'éducation des statistiques et des informations utiles concernant la gamme d'offres d'éducation et de formation et les besoins du marché de travail. La Plateforme voudrait être un outil dans la réalisation d'un marché de l'éducation cohérent et compréhensif, où l'offre et la demande seraient en équilibre et où les futures demandes d'éducation seraient envisagées avant d'arriver à un déséquilibre. Un Conseil Stratégique sera créé afin de permettre à la Région, aux acteurs du marché de travail et des secteurs d'activités concernés de se rencontrer et de discuter des besoins de la Région en matière de compétences et capacités professionnelles.

9. Les principaux domaines de la coopération transrégionale sont :

9.1. Amélioration de l'image stratégique et politique européenne en utilisant des actions communes afin de créer des synergies entre d'une part les buts et les outils européens, d'autre part la potentielle croissance des Régions.

9.2. Promotion conjointe des politiques de mobilité pour l'étude et le travail. Le but de ces politiques est l'appui mutuel afin de garantir les meilleures conditions pour la qualité des expériences d'étude et de travail. Elles couvrent un grand éventail des personnes : étudiants, stagiaires, enseignants, partenaires sociaux, managers, chercheurs et décideurs politiques. Les Régions exploitent leur rôle d'interface avec les économies locales pour développer de nouvelles formes de mobilité sectorielle, en impliquant des acteurs provenant de différents secteurs et pour aider ces économies locales à développer des relations avec des partenaires dans d'autres Régions.

9.3. Actions pour l'apprentissage des politiques et leur transfert. Celles-ci, finalisées soit à des « idées politiques », soit à des outils concrets, se développent vers :

- le besoin d'améliorer soit la qualité des systèmes d'éducation (formelle et continuée) et de la formation, soit leur capacité d'innover, y compris les systèmes liés aux nouvelles technologies.



9.1

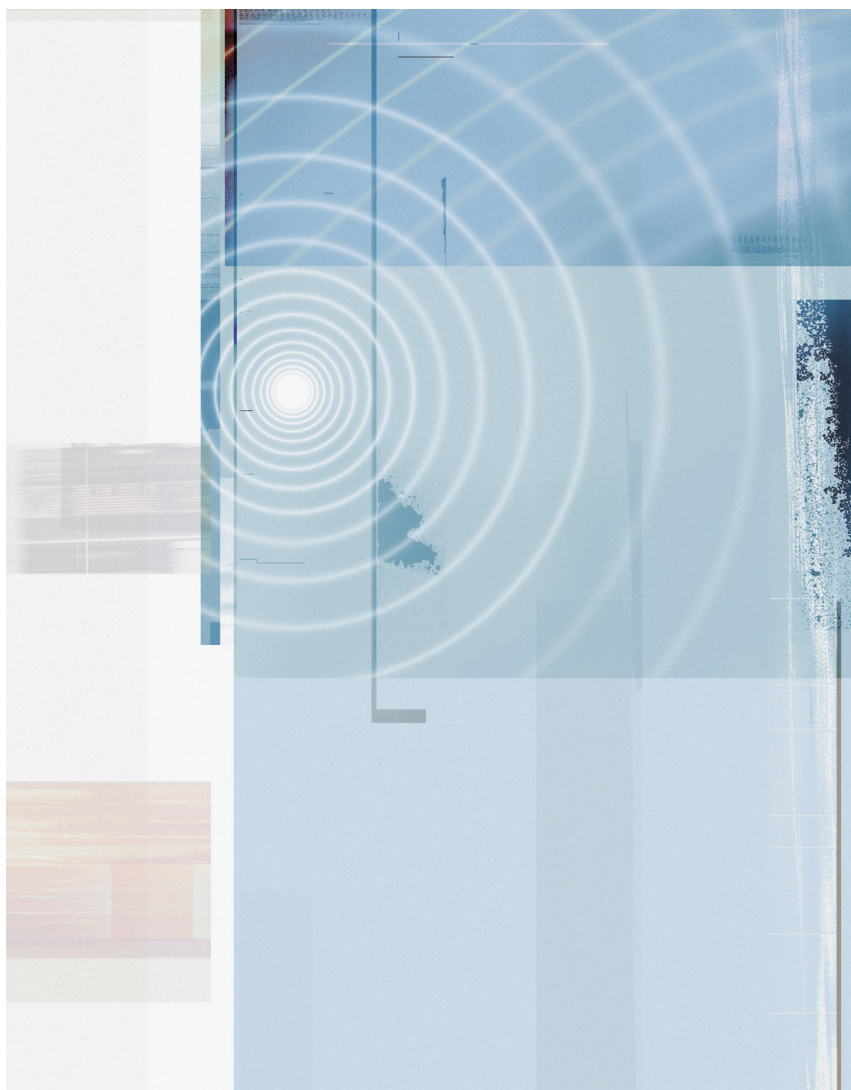
9.2

9.3

- la conception des politiques et des mesures, liés à des buts spécifiques comme le développement de l'entrepreneuriat, l'éducation des adultes, les politiques de genre.

9.4. Actions finalisées à élargir le réseau des relations entre les Gouvernements Régionaux intéressés à développer des activités dans le cadre de la **Méthode Ouverte de Coordination** – utilisant en général des modèles simplifiés – et des activités de **benchmarking**.

9.4





PLAN D'ACTION POUR 2010-2011



Le plan d'action d'EARLALL comprend les engagements suivants :

1. Mobilité : Création d'un nouveau contexte de programmes européens visant à encourager la mobilité entre régions

Il faut plus de gouvernements régionaux coopérant dans le domaine de la mobilité, tel que souhaité par la Déclaration de Barcelone. A l'heure actuelle il n'y a pas de politique européenne visant spécifiquement à stimuler et renforcer le rôle que les Régions peuvent jouer dans l'encouragement de la mobilité des citoyens pour l'étude et le développement personnel. Afin de surmonter cette limitation il est nécessaire d'agir au niveau européen sur plusieurs fronts :

- 1.1. **Programmes de mobilité dans le cadre des politiques d'éducation tout au long de la vie.** Les actions pour la mobilité dans les programmes devraient affecter un montant pour stimuler et soutenir la coopération bilatérale entre les gouvernements régionaux, en développant des politiques régionales sur la mobilité et en augmentant la qualité et l'efficacité des mesures adoptées au niveau régional.
- 1.2. **Fond social européen.** Le FSE doit commencer un bilan de l'action sur la mobilité visant au développement professionnel créé avec les Programmes Régionaux Opérationnels (POR) et l'axe transnational. Cela demande les leçons d'apprentissage de l'expérience courante, la préparation de lignes directrices de sorte à ce que les programmes suivants puissent étendre des actions appropriées.
- 1.3. **Interreg.** Son but consiste à redéfinir un programme pour financer les projets de mobilité entre régions européennes au-delà de la zone à laquelle ils appartiennent.
- 1.4. **Mobilité du secteur.** Dans le cadre des programmes des différentes politiques européennes (commerce, environnement, compagnies, etc.) une action spécifique devraient être comprise afin de soutenir la mobilité du secteur pour le développement professionnel des jeunes et des opérateurs.

2. Pour une plus grande qualité de l'éducation et des systèmes d'éducation dans les régions

Il est nécessaire de renforcer la coopération entre régions afin d'élever la qualité des systèmes régionaux. Cela peut se faire à travers des actions pour :

- 2.1. Renforcer le rapport entre les systèmes d'éducation et le monde du travail à travers de l'évaluation critérielle des mesures adoptées dans les différentes régions et à travers des actions communes importantes au niveau international. Ces actions/mesures pourraient inclure l'étude des dispositifs pour comprendre mieux la demande de nouveaux profils professionnels émergeant dans le marché du travail, en particulier ceux qui ont déjà été programmés dans le cadre de l'innovation sur la formation professionnelle et la formation tout au long de la vie et permanente et activités y afférentes, et les stratégies européennes pour " Des compétences nouvelles pour des emplois nouveaux " ;
- 2.2. Développer la coopération dans le domaine de la formation en ligne à travers des échanges ou la production conjointe de modules de formation ainsi que le développement de banques de données communes ;
- 2.3. Former les formateurs avec des échanges de support et des actions conjointes et coordonnées ;
- 2.4. Développer de nouvelles formes de coopération dans le domaine de la formation en cours ;
- 2.5. Améliorer la qualité de la formation à travers son intégration et coopération avec les infrastructures culturelles.

3. Cohésion sociale et éducation des adultes

Les Régions doivent contribuer à faire cesser la stagnation dans chaque Etat-Membre des conditions de l'éducation des 77 millions de travailleurs peu qualifiés. Par ailleurs, nous savons des rapports de la Commission européenne que, sans intervention spécifique avant 2020, plus d'un cinquième de la population entre 25 et 35 ans sera illettré. Les Régions devraient entamer des formes d'apprentissage mutuel afin de comprendre comment mettre en place un paquet de mesures transversales urgentes visant à :

- 3.1. Utiliser la formation et prévenir des résultats éducationnels précaires parmi les jeunes ;
- 3.2. Former les jeunes parents avec des backgrounds scolaires inadéquats ;
- 3.3. Renforcer et publier des mesures de formation " sécurité " pour les sans emploi et, en particulier, les personnes peu qualifiées ;

- 3.4. Promouvoir la formation de base sur le lieu de travail ;
- 3.5. Développer ou créer des systèmes locaux, régionaux et nationaux qui impliquent une vaste gamme d'acteurs clé pour garantir la continuité du service et sa sécurité.

4. *Entrepreneuriat*

Une stratégie pour l'entrepreneuriat dans l'éducation est un investissement dans la future innovation et dans une société plus dynamique où les individus sont capables d'identifier des opportunités et prendre des actions en transformant des idées en activités dans un contexte social, culturel et économique. Ce sont les institutions d'éducation qui sont responsables de mettre en place cette stratégie. Par conséquent, les autorités régionales et locales jouent un rôle central.

L'Agenda d'Oslo pour l'éducation à l'entrepreneuriat offre un menu riche en propositions, à partir duquel EARLALL devraient, en coordination avec les régions membres souhaitant le faire, sélectionner les actions suivantes afin de :

- Construire une plateforme commune des programmes existants, des projets et des matériaux pédagogiques dans toutes les régions, afin de partager et diffuser au praticien en améliorant l'éducation en entrepreneuriat dispensée.
- Développer et partager des résultats pour évaluer l'impact de l'éducation d'entrepreneuriat sur les individus, les communautés, la société et l'économie.
- Lancer des actions innovantes pour former les professeurs, offrir une formation spécifique en entrepreneuriat, en expliquant pourquoi l'entrepreneuriat est une compétence clé pour tous et comment les méthodes y afférentes et les activités peuvent apporter plus de dynamisme et plus d'innovation dans les différents cours.
- Encourager la création de communautés d'apprentissage international avec comme mission la promotion de l'esprit d'entreprise, en construisant des liens de formation et le monde du business.

5. *Mise en place des stratégies régionales pour la formation continue*

Le défi commun pour tous les Gouvernements régionaux consiste à apporter à toutes les opérations du secteur une stratégie complète et cohérente en termes d'éducation tout au long de la vie.

Il y a trois types transnationaux et transrégionaux d'actions à entreprendre dans les prochains mois :

- Activer des rapports avec la Commission européenne afin d'étudier la possibilité d'expérimenter une première relation visant à analyser la contribution des Régions dans la mise en place de la stratégie européenne pour l'éducation et la formation ;
- Œuvrer au niveau européen et national afin de garantir, même pour l'avenir, l'étroite relation entre le Fond Social européen et les politiques régionales pour l'éducation tout au long de la vie.
- Sensibiliser la vraie dimension du « tout au long de la vie » de la formation i.e. « de début à la fin » de la filière – et inclure les expériences culturelles comme instrument important tant pour le développement de la qualité dans l'éducation que pour une participation étendue à l'éducation tout au long de la vie.

Learning

PRISMA S.p.A.
Via Marziale, n 13
04023 Formia (LT)